Jean Birane GNING<sup>1</sup>, Oumou NIANG<sup>1</sup>, Madeleine MANGA<sup>1</sup>,

1 Université Cheikh Anta Diop, avenue Cheikh Anta Diop, Dakar BP 5005 Dakar-Fann, Sénégal.

\* Auteur correspondant : E-mail : mou.ou93@gmail.com ; Tél. (+221) 77 223 89 52

SUJET : L'accès à l'assainissement amélioré ; cauchemar des milieux insulaires : cas de l'ile de Niodior, département de Foundiougne, région de Fatick

## **RESUME:**

Les droits à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous n'ont été reconnu au plan mondial qu'en 2010. L'ODD 6 propose un objectif ambitieux d'amélioration de ses services pour tous à l'horizon 2030. L'examen des progrès fait sur l'ODD6 montre que de fort retard subsiste en matière d'assainissement dans les pays en développement malgré les efforts considérable fournis par les décideurs.

Pourtant, la nécessité d'accès à un assainissement adéquat se dresse plus qu'une urgence voire un impératif pour toutes les communautés particulièrement celles des pays développement comme le Sénégal. A cet effet, au Sénégal l'accès et à l'assainissement demeure une priorité inscrite dans la constitution et dans le Plan Sénégal Emergent. Ainsi, le taux d'accès à l'assainissement est passé à plus de 61% en 2023. Cependant, ces progrès cachent des disparités suivant les régions, les zones urbaines et rurales mais pire encore le constat demeure plus sévère dans les milieux insulaires. En effet, l'enclavement, les conditions environnementales spécifiques, la nature du sol, et la nappe affleurante sont autant de facteurs qui annihilent les efforts consentis par les différents acteurs pour garantir un assainissement inclusif à l'échelle des iles du Sénégal. Ainsi, les populations insulaires continuent d'adopter des technologies d'assainissement non améliorées qui portent préjudice à l'environnement, à la santé et au développement économique de ces communautés déjà vulnérables aux changements climatiques.

C'est dans ce contexte que cette étude se propose de contribuer à une meilleure connaissance de la situation et des facteurs qui sous-tendent le retard d'accès à l'assainissement dans les milieux insulaires sénégalais.

Cette étude qui repose sur une approche mixte s'appuie sur une revue de la littérature, une observation directe non participante, des entretiens semi structurés et des enquêtes auprès des ménages de l'île de Niodior dans le département de Foundiougne de la région de Fatick du Sénégal. L'estimation du consentement à payer de ces ménages est faite sur la base d'un modèle de régression logistique.

L'étude révèle que 28% des ménages ne disposent pas de toilettes. Ainsi, ces derniers utilisent les toilettes publiques en bordure de mer (18,8%), vont chez les voisins (9,9%) ou pratiquent la défécation à l'air libre (1%). Néanmoins, sur les 73,3% des ménages qui révèlent disposer de toilettes, très peu d'ouvrages sont améliorés. A l'absence des stations de traitement des boues de vidange, l'essentielle des boues produites dans l'île sont évacuées en mer (40%) ou enfouit dans les concessions (27,2%). La gestion des ordures ménagères est aussi problématique. En effet, 68,8% des ordures sont déversées dans les dépotoirs sauvages, 15,4% dans les cours d'eau et 18,4% sont incinérées.

Le consentement à payer des ménages pour l'accès à des ouvrages d'assainissement améliorés s'élevé à 107,22\$US. Pour l'évacuation et le transport des boues de vidanges, les ménages sont prêts à payer 31,36\$US pour une vidange mécanique. La volonté à payer des ménages pour un transfert des ordures ménagères vers un site règlementaire est de 2,49\$US/mois. Le consentement à payer des ménages pour l'accès à ces différents produits et services d'assainissement en milieu insulaire est principalement influencé par la situation matrimoniale, le nombre de toilettes existant dans la concession, le niveau de revenu du ménage et le nombre de ménage dans la concession.

Afin de résorber ce gap entre milieu urbain, rural et insulaire il serait primordiale d'élaborer un schéma directeur qui prendra en compte la réalité des zones insulaires de tout le pays.

Mots clés: évaluation socio-économique, accès, assainissement, milieux insulaires